

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, TEYSSIER Nicolas donne procuration à BOUSCHON Max, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-200

5 novembre 2025

OBJET : Mandat spécial - 107ème Congrès des Maires et Présidents d'Intercommunalité de France - du 18 au 20 novembre 2025

Transmis au représentant de l'Etat le : 17 NOV. 2025
Affiché le :
Notifié le : 17 NOV. 2025

Vu le Code Général des Collectivités locales et notamment ses articles L.2123-18 à L.2123-19 relatifs aux frais et indemnités des élus locaux ;
Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité introduisant le principe du remboursement de frais spécifiques pour les élus locaux ;
Vu le décret n°2005-235 du 14 mars 2005 relatif au remboursement des frais engagés par les élus locaux et modifiant le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°43 du 29 juillet 2020 de la commune d'Aubenas fixant les modalités de remboursement des frais d'élus de la commune d'Aubenas ;

Considérant que le 107^e Congrès des Maires et des Présidents d'Intercommunalité de France se tiendra à Paris du 18 au 20 novembre 2025 – Parc des expositions de la porte de Versailles,

Considérant que cette manifestation constitue un temps fort de représentation institutionnelle et d'échanges entre élus locaux sur les grandes orientations des politiques publiques et les enjeux territoriaux ;

Considérant que la participation à ce congrès s'inscrit pleinement dans les missions dévolues aux maires et aux élus municipaux dans l'intérêt des affaires communales ;

Considérant qu'il convient, conformément aux dispositions en vigueur, d'accorder un mandat spécial aux élus concernés afin de leur permettre de participer à cet événement et d'assurer la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration dans la limite des crédits budgétaires disponibles ;

Considérant que les frais des élus engagés à l'occasion d'un mandat spécial doivent être justifiés et liquidés sur présentations des pièces comptables correspondantes ;

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver l'octroi d'un mandat spécial pour participer au 107^{ème} Congrès des Maires et Présidents d'Intercommunalité de France pour les élus nommés ci-dessous, ainsi que le remboursement des frais afférents :

- M. Jean-Yves MEYER – Maire
- M. André LOYET – Adjoint au Maire
- Mme Patricia ROUX – Conseillère municipale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'octroi d'un mandat spécial pour les élus susnommés pour participer au 107^e Congrès des Maires et Présidents d'Intercommunalité de France ;
- **Approuve** la prise en charge des frais de mission afférents au congrès.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
---	---